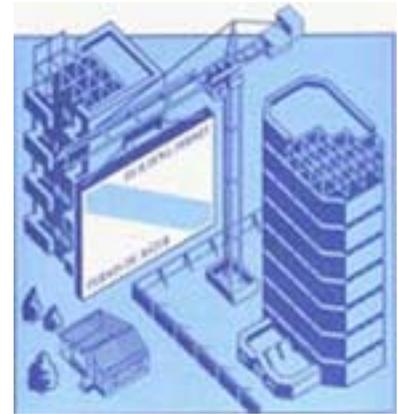




N° 64-001-XIF au catalogue

Permis de bâtir

Octobre 2006



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à : Section des indicateurs courants de l'investissement, Division de l'investissement et du stock de capital, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (téléphone : (613) 951-6321).

Pour obtenir des informations sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web à www.statcan.ca.

Service national de renseignements **1 800 263-1136**

Service national d'appareils de télécommunication pour les malentendants **1 800 363-7629**

Renseignements concernant le Programme des services de dépôt **1 800 700-1033**

Télécopieur pour le Programme des services de dépôt **1 800 889-9734**

Renseignements par courriel infostats@statcan.ca

Site Web www.statcan.ca

Renseignements pour accéder au produit

Le produit n° 64-001-XIF au catalogue est disponible gratuitement sous format électronique. Pour obtenir un exemplaire, il suffit de visiter notre site Web à www.statcan.ca et de choisir la rubrique Publications.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir des services rapides, fiables et courtois et à faire preuve d'équité envers ses clients. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées dans le site www.statcan.ca sous À propos de nous > Offrir des services aux Canadiens.



Statistique Canada

Division de l'investissement et du stock de capital
Section des indicateurs courants de l'investissement

Permis de bâtir

Octobre 2006

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2006

Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Décembre 2006

N° 64-001-XIF au catalogue, vol. 50, n° 10

ISSN 1496-3949

Périodicité : mensuelle

Ottawa

This publication is available in English upon request (Catalogue no. 64-001-XIE).

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Informations pour l'utilisateur

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada :

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0^s valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- p provisoire
- r révisé
- x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

Remerciements

Cette publication a été rédigée sous la direction de :

- D. McDowell, Directeur, Division de l'investissement et du stock de capital
- M. Labonté, Chef, Section des indicateurs courants de l'investissement
- É. Saint-Pierre, Chef d'unité, secteur résidentiel, Section des indicateurs courants de l'investissement
- D. Legault, Programmeur-Analyste, Section des indicateurs courants de l'investissement

Avis important

Les changements de limites territoriales, de status et de noms d'entités géographiques qui ont eu lieu avant janvier 2006 sont inclus dans la présente publication. Ces changements géographiques sont disponibles en écrivant à :

Statistique Canada
Division de l'investissement et du stock de capital
Section des indicateurs courants de l'investissement
9 D-2, Édifice Jean Talon
Tunney's Pasture
Ottawa, Ontario
K1A 0T6
ou en téléphonant au : (613) 951-6321

Table des matières

Faits saillants	5
Analyse – Octobre 2006	6
Secteur résidentiel : La valeur des permis de construction de logements multifamiliaux grimpe	7
Secteur non résidentiel : Fortes hausses dans les intentions de construction commerciale	7
Régions métropolitaines : Des sommets record dans l'Ouest canadien	8
Produits connexes	13
Tableaux statistiques	
1 Valeur totale des permis de bâtir, provinces et territoires, désaisonnalisée	16
2 Valeur des permis de bâtir non résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisée	16
3 Valeur des permis de bâtir résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisée	16
4 Nombre d'unités de logement autorisées, provinces et territoires, désaisonnalisées à un taux annuel	17
5 Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisées, 2006	18
6 Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisées, 2006	20
7 Unités de logement, provinces et territoires, non désaisonnalisées, 2006	23
8 Unités de logement, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, octobre 2006	25
9 Unités de logement, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, cumulatif, janvier - octobre 2006	26
10 Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, non désaisonnalisées, 2006	27
11 Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, octobre 2006	29
12 Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, cumulatif, janvier - octobre 2006	30
13 Valeur des permis non résidentiels selon le genre de bâtiment, provinces et territoires, octobre 2006	31
Qualité des données, concepts et méthodologie	
Description - Enquête mensuelle sur les permis de bâtir	32
Sources de données et méthodologie	33
Concepts et variables observées	35
Catégories de bâtiments	36
Exactitude des données	38
Comparabilité des données et sources connexes	39

Table des matières – suite

Appendice

I	Abréviations géographiques	40
---	----------------------------	----

Graphiques

1.	Valeur totale des permis de bâtir	9
2.	Valeur résidentielle des permis de bâtir - Total	9
3.	Nombre d'unités de logement - Unifamilial et multiple	10
4.	Valeur non-résidentielle des permis de bâtir - Total	10
5.	Valeur commerciale des permis de bâtir	11
6.	Valeur industrielle des permis de bâtir	11
7.	Valeur institutionnelle et gouvernementale des permis de bâtir	12

Faits saillants

- En octobre, la valeur des permis de bâtir a enregistré son deuxième niveau mensuel en importance, grâce à de fortes hausses des intentions de construction pour les logements multifamiliaux et les bâtiments commerciaux. Les intentions ont dépassé la barre des 6 milliards de dollars pour une deuxième fois seulement.

Analyse – Octobre 2006

En octobre, la valeur des permis de bâtir a enregistré son deuxième niveau mensuel en importance, grâce à de fortes hausses des intentions de construction pour les logements multifamiliaux et les bâtiments commerciaux.

Les intentions ont dépassé la barre des 6 milliards de dollars pour une deuxième fois seulement, dans la foulée d'un nouveau sommet pour la valeur des permis de construction non résidentielle.

Au total, les municipalités ont délivré tout juste un peu plus de 6,0 milliards de dollars de permis, en hausse de 6,1 % par rapport à septembre. Ce montant n'était inférieur qu'aux 6,3 milliards de dollars de permis émis par les municipalités en décembre 2005.

Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières.

L'Enquête sur les permis de bâtir vise 2 380 municipalités représentant 95 % de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le domaine de la construction. Les collectivités représentant les autres 5 % de la population sont très petites, et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple, les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain.

Dans le cadre du présent communiqué, la région métropolitaine de recensement d'Ottawa–Gatineau est divisée en deux régions, soit Ottawa–Gatineau (partie Québec) et Ottawa–Gatineau (partie Ontario).

Ces résultats indiquent que les chantiers de construction seront occupés cet hiver puisque les permis de bâtir sont un indicateur avancé de l'activité de construction.

La valeur des permis de construction non résidentielle a augmenté de 9,1 % pour s'établir à un sommet de 2,4 milliards de dollars en octobre, soit une troisième hausse mensuelle d'affilée. Ce niveau est de 5,7 % supérieur au sommet précédent atteint en août 2005. Cette hausse a été largement attribuable à une poussée de la valeur des permis de construction commerciale en Alberta et en Colombie-Britannique.

Les intentions de construction dans le secteur résidentiel ont totalisé 3,6 milliards de dollars, en hausse de 4,3 % par rapport à septembre. Il s'agit de la troisième augmentation au cours des quatre derniers mois. La situation provenait uniquement d'un bond de la valeur des permis de construction de logements multifamiliaux. La valeur des permis pour logements unifamiliaux a diminué.

À l'échelon provincial, les entrepreneurs au Québec ont pris des permis pour un montant record de 1,2 milliard de dollars, les deux secteurs ayant connu une hausse. De plus, l'Alberta a continué d'afficher des résultats vigoureux puisque la valeur totale des permis est demeurée à peu près inchangée par rapport au sommet de septembre.

Les plus fortes hausses (en dollars) sont survenues au Québec et en Colombie-Britannique. Dans cette dernière province, l'augmentation provenait d'une poussée des permis de construction commerciale, laquelle a fait monter la valeur globale des permis à plus de 1,1 milliard de dollars, ce qui est inférieur de seulement 1,8 % au sommet précédent atteint en mars 2006.

La valeur cumulative pour les 10 premiers mois de 2006 s'est chiffrée à 54,7 milliards de dollars, en hausse de 10,3 % comparativement à la même période en 2005. Cette croissance globale a été attribuable à des augmentations qui ont touché à la fois les secteurs résidentiel (+9,6 %) et non résidentiel (+11,5 %).

Secteur résidentiel : La valeur des permis de construction de logements multifamiliaux grimpe

La valeur des permis de construction de logements multifamiliaux s'est élevée à 1,4 milliard de dollars en octobre, en hausse de 15,4 % par rapport à septembre. Il s'agit du deuxième sommet en importance jamais atteint et de la troisième augmentation des quatre derniers mois.

En revanche, les municipalités ont délivré pour une valeur de 2,2 milliards de dollars de permis de construction de logements unifamiliaux, en baisse de 1,7 % par rapport à septembre.

Parmi les provinces, huit ont enregistré une progression de la valeur de leurs permis résidentiels en octobre. La plus forte hausse (en dollars) a été affichée au Québec (+19,7 %, une valeur de 774 millions de dollars) et a été attribuable à une augmentation de la valeur des permis de construction de logements multifamiliaux.

L'Ontario est arrivée loin en deuxième place (+2,6 %, une valeur totale de 1,2 milliard de dollars), elle aussi sous l'impulsion d'une forte hausse de la composante multifamiliale.

Depuis le début de l'année, les autorités municipales ont approuvé la construction de 196 030 nouveaux logements, en hausse de 2,3 % par rapport aux 10 premiers mois de 2005.

Le nombre de logements multifamiliaux, qui représentaient tout juste un peu moins de la moitié (48,7 %) de tous les logements approuvés, a progressé de 3,7 %, tandis que le nombre de logements unifamiliaux a crû de 1,1 %.

Ces chiffres se sont accrus en raison de la performance exceptionnelle de l'Alberta puisque, sans cette province, le nombre de logements approuvés à l'échelle nationale aurait diminué de 2,7 %.

La demande de logements a continué d'être sous l'influence positive de l'économie dynamique de l'Ouest canadien, du niveau élevé de l'emploi à temps plein et de l'immigration ainsi que des taux hypothécaires avantageux.

Secteur non résidentiel : Fortes hausses dans les intentions de construction commerciale

Dans le secteur non résidentiel, les permis de bâtir ont dépassé la barre des 2 milliards de dollars pour une sixième fois en 10 mois cette année.

La tendance de la valeur des permis de construction non résidentielle est à la hausse depuis la fin de 2005.

Les intentions de construction commerciale ont fait un bond spectaculaire de 35,6 % pour s'établir à 1,5 milliard de dollars, après avoir régressé de 8,0 % en septembre. Il s'agit d'un nouveau sommet mensuel, grâce aux fortes augmentations de la valeur des permis de bâtir dans la catégorie des hôtels et des restaurants ainsi que dans celle des immeubles de bureaux et des bâtiments de loisirs. Cette composante affiche une tendance à la hausse depuis octobre 2005.

Pour ce qui est de la composante institutionnelle, la valeur des permis de bâtir a chuté de 22,8 % pour se fixer à 504 millions de dollars en octobre, après avoir progressé de 25,9 % le mois précédent. Cette situation a été en grande partie attribuable à une diminution des intentions de construction pour les édifices du gouvernement, les maisons de soins infirmiers et les bâtiments à vocation médicale. La valeur des permis de ces types de bâtiment avait été élevée en septembre.

Six provinces et trois territoires ont enregistré des pertes dans le secteur institutionnel. Par comparaison, la plus forte hausse (en dollars) s'est produite en Colombie-Britannique. Malgré la diminution, la valeur des permis de construction institutionnelle présente une tendance à la hausse depuis avril 2006.

Les intentions de construction industrielle ont diminué de 13,9 % en octobre pour se fixer à 353 millions de dollars. Il s'agit d'une deuxième baisse mensuelle consécutive, situation surtout attribuable à une diminution de la valeur des permis de construction d'usines de fabrication en Ontario.

À l'opposé, le Québec a enregistré la plus forte hausse (en dollars) et a ainsi atteint pour cette composante le niveau le plus élevé depuis juin 2005.

Malgré la diminution mensuelle, la valeur des permis de construction industrielle connaît une tendance à la hausse depuis janvier 2006.

Plusieurs facteurs économiques ont servi à maintenir un environnement fertile pour le secteur non résidentiel. Ceux-ci comprennent une croissance des dépenses de consommation et une diminution des taux d'inoccupation des immeubles de bureaux. De plus, les sociétés ont inscrit des bénéfices d'exploitation record au troisième trimestre de 2006.

En revanche, les fabricants s'attendent à connaître une période difficile, anticipant une diminution de la production et de l'emploi dans les mois à venir, selon les plus récentes données de l'Enquête sur les perspectives du monde des affaires.

À l'échelon provincial, la plus forte augmentation a été enregistrée en Colombie-Britannique, où la valeur des permis de construction non résidentielle a plus que doublé (+124,1 %) pour atteindre 531 millions de dollars.

Par contre, la plus forte diminution (en dollars) dans le secteur non résidentiel s'est produite en Ontario, où la baisse considérable de la composante industrielle a plus que neutralisé les progressions observées à la fois dans les secteurs commercial et institutionnel.

À l'échelle nationale, la valeur cumulée des permis de construction non résidentielle a progressé de 11,5 % par rapport aux 10 premiers mois de 2005. Les trois composantes, soit commerciale, industrielle et institutionnelle, ont affiché une augmentation.

Régions métropolitaines : Des sommets record dans l'Ouest canadien

Parmi les régions métropolitaines, Calgary a de loin enregistré la plus forte augmentation (en dollars) des 10 premiers mois de 2006, comparativement à la même période l'an dernier. Depuis le début de l'année, la valeur des permis de bâtir à Calgary a progressé de 44,8 % pour atteindre 4,5 milliards de dollars.

Même s'il reste encore deux mois de données à compiler en 2006, la valeur cumulative pour Calgary a déjà dépassé de 14,5 % le sommet annuel atteint l'année dernière, grâce aux excellents résultats observés dans les secteurs résidentiel et non résidentiel.

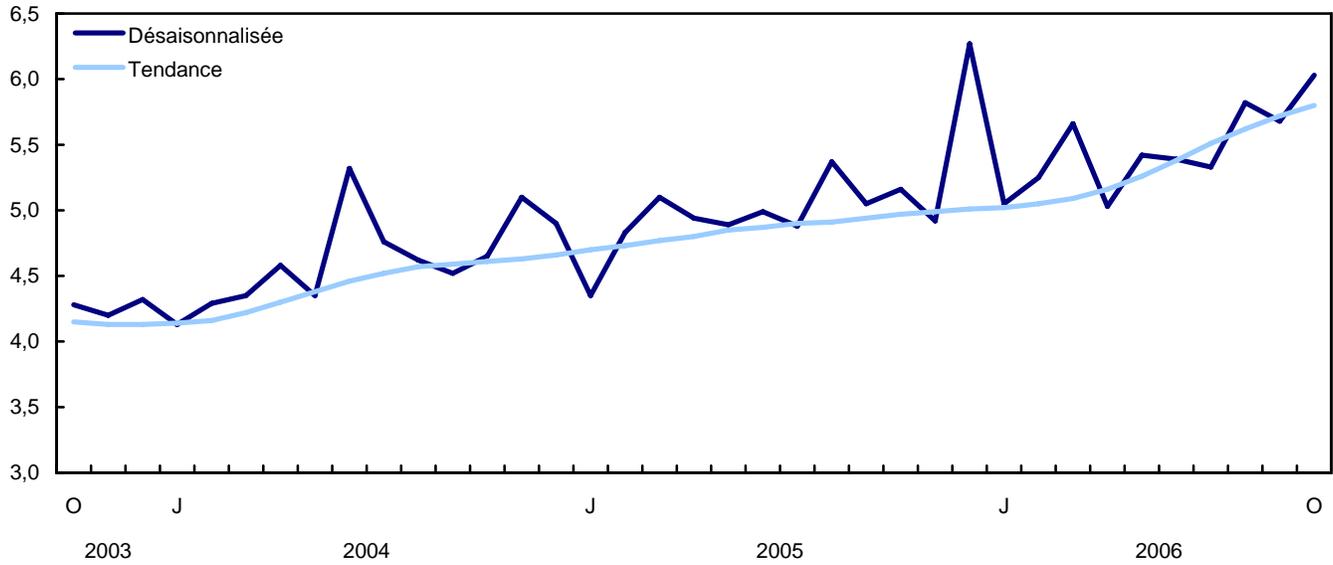
La deuxième hausse en importance (en dollars) est survenue à Edmonton, suivie de très près de Vancouver. Edmonton et Saskatoon ont aussi déjà atteint un niveau record annuel. Dans les deux cas, la valeur cumulative des permis a été légèrement supérieure à leur ancien sommet annuel atteint en 2005.

Les huit régions métropolitaines à l'ouest de l'Ontario ont toutes enregistré des hausses de 10 % et plus.

La valeur cumulative des permis de bâtir a régressé dans seulement 7 des 28 régions métropolitaines. Les plus fortes diminutions (en dollars) ont été enregistrées à Ottawa et à Hamilton.

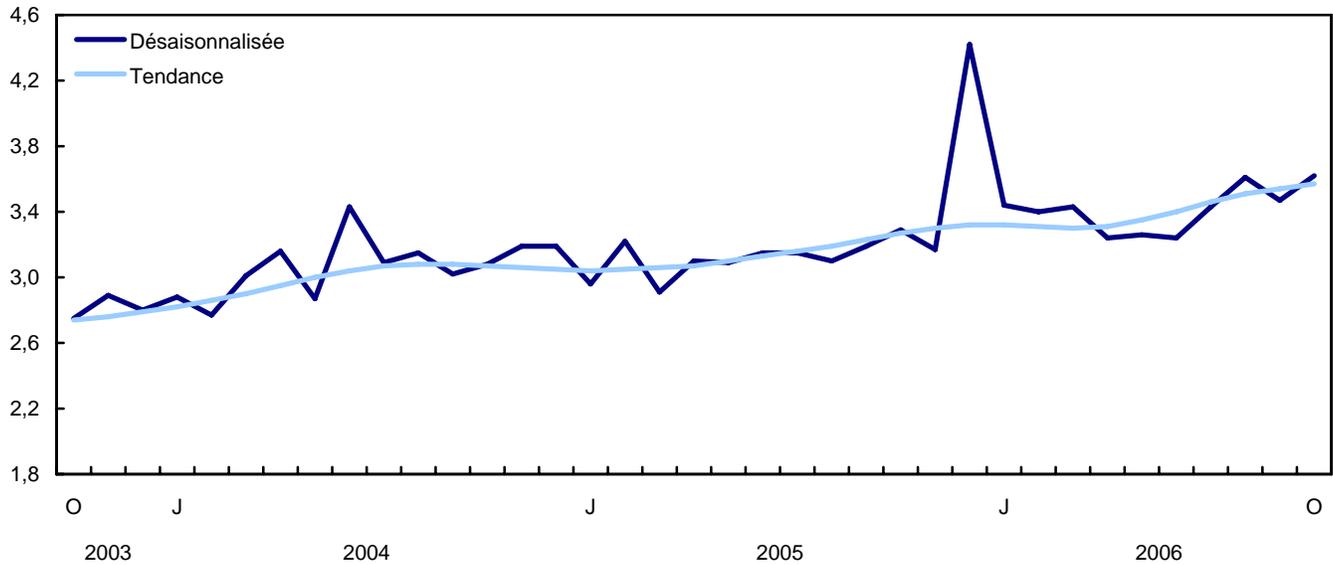
Graphique 1
Valeur totale des permis de bâtir

en milliards de dollars

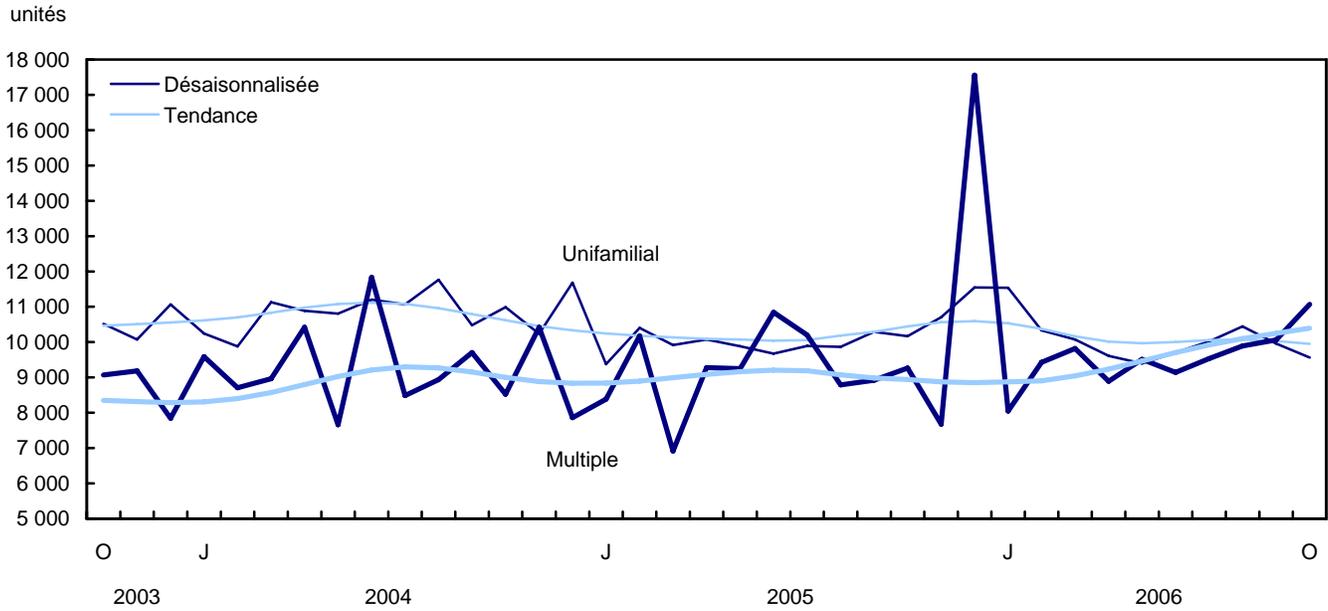


Graphique 2
Valeur résidentielle des permis de bâtir - Total

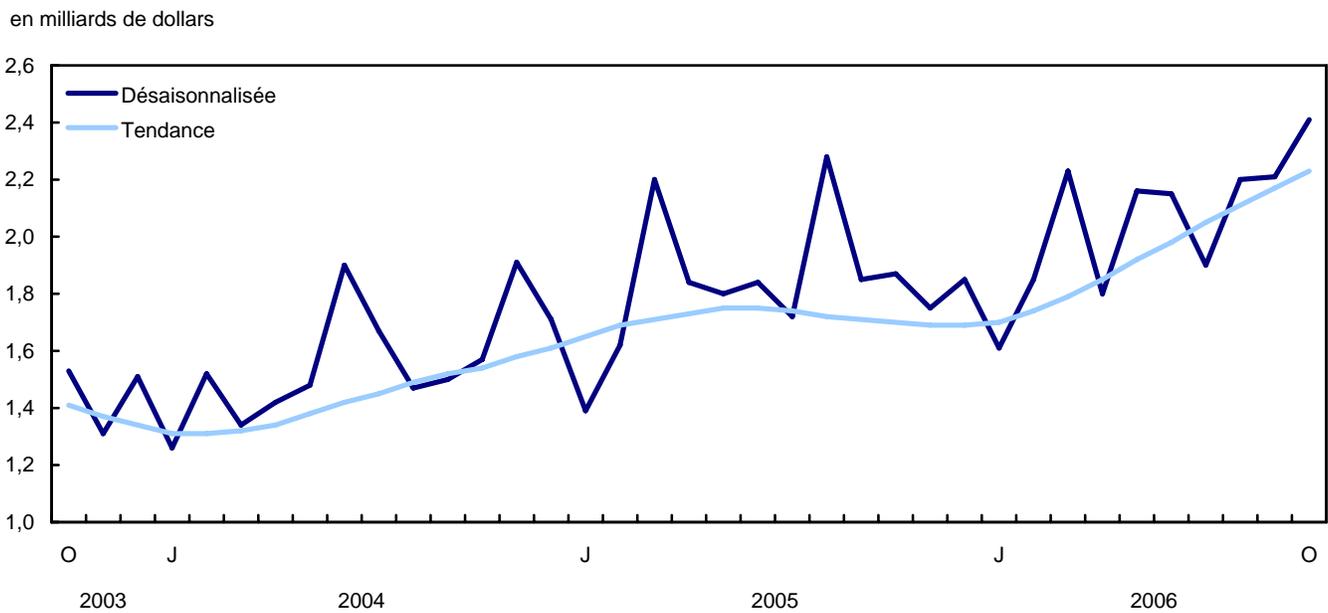
en milliards de dollars



Graphique 3
Nombre d'unités de logement - Unifamilial et multiple

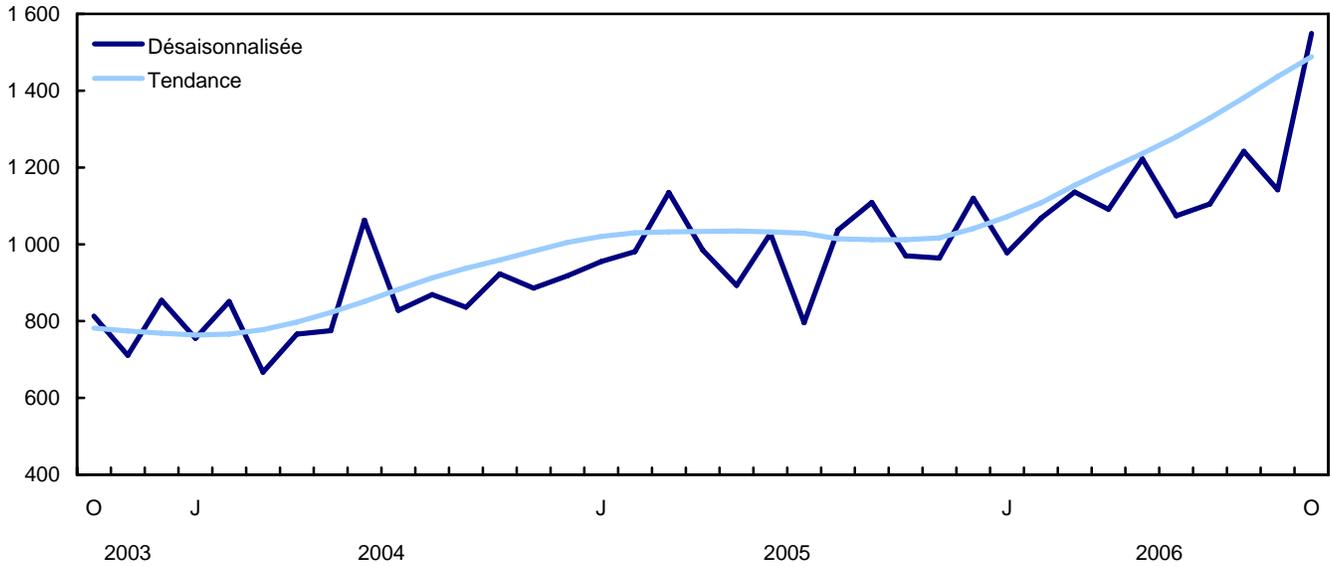


Graphique 4
Valeur non-résidentielle des permis de bâtir - Total



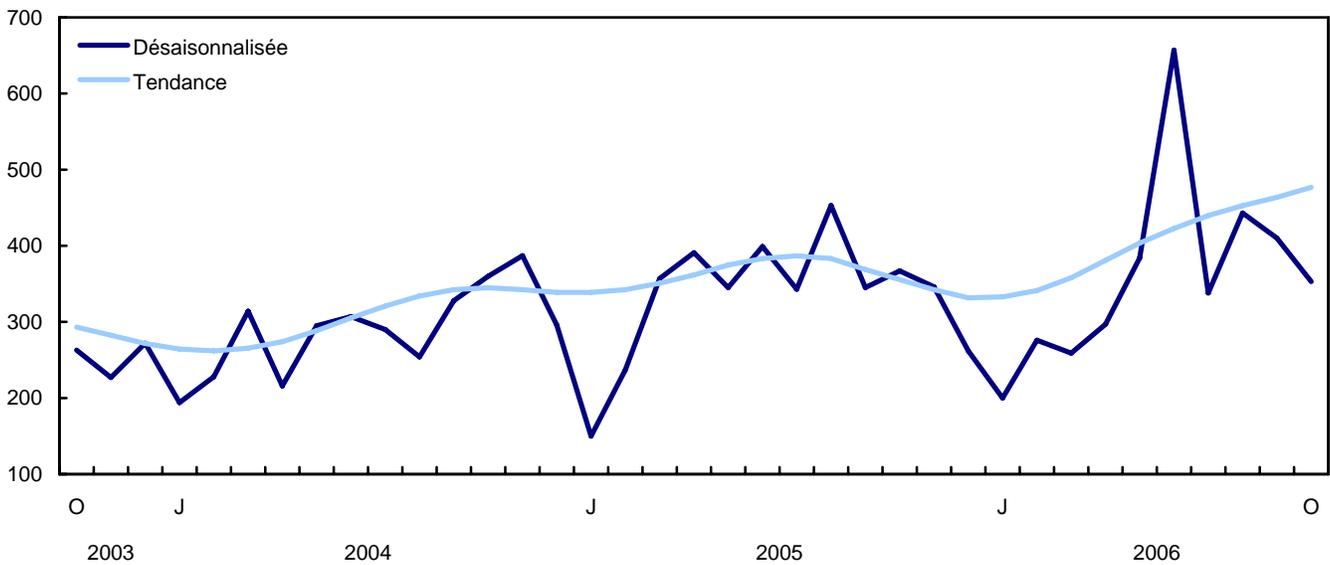
Graphique 5
Valeur commerciale des permis de bâtir

en millions de dollars



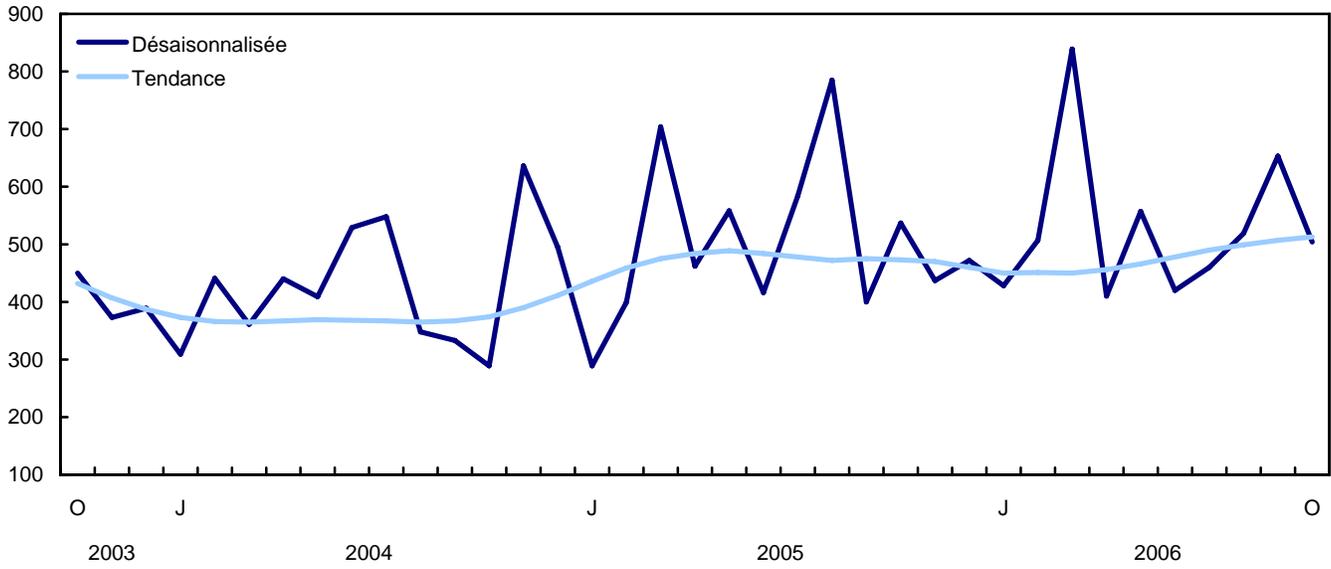
Graphique 6
Valeur industrielle des permis de bâtir

en millions de dollars



Graphique 7
Valeur institutionnelle et gouvernementale des permis de bâtir

en millions de dollars



Produits connexes

Choisis parmi les publications de Statistique Canada

61-205-X	Investissements privés et publics au Canada, perspectives
62-202-X	Les habitudes de dépenses au Canada
64-203-X	Permis de bâtir, sommaire annuel

Choisis parmi les produits techniques et analytiques de Statistique Canada

62F0014M1996002	Une analyse de certaines méthodologies appliquées aux indices des prix de la construction
-----------------	---

Choisis parmi les tableaux de CANSIM de Statistique Canada

026-0001	Permis de bâtir, valeurs résidentielles et nombre d'unités, selon le type de logement
026-0002	Permis de bâtir, unités de logements selon le type de logement et la région
026-0003	Permis de bâtir, valeurs selon le secteur d'activité
026-0004	Permis de bâtir, valeurs selon le secteur d'activité et la région
026-0005	Permis de bâtir, valeurs non résidentielles selon le type de structure
026-0006	Permis de bâtir, selon le type de structure et la région, désaisonnalisées
026-0007	Permis de bâtir, unités de logements selon le type de structure et la valeur et selon le secteur d'activité
026-0008	Permis de bâtir, valeurs selon le secteur d'activité, désaisonnalisées et non désaisonnalisées
026-0010	Permis de bâtir, valeurs résidentielles et non résidentielles selon le type de structure pour Canada et les centres urbains, 10 000 et plus
026-0015	Permis de bâtir, indicateur avancé et indices valeur totale, désaisonnalisées

Choisis parmi les enquêtes de Statistique Canada

2802 Enquête des permis de bâtir

Choisis parmi les tableaux du Canada en statistiques de Statistique Canada

- *Valeur des permis de bâtir, par province et territoire (mensuel)*
- *Valeur des permis de bâtir, par région métropolitaine de recensement (mensuel)*
- *Indicateurs économiques, par province et territoire (mensuel et trimestriel)*
- *Valeur des permis de construction, par province et territoire*
- *Valeur des permis de bâtir délivrés, selon le secteur de construction*

Tableaux statistiques

Tableau 1
Valeur totale des permis de bâtir, provinces et territoires, désaisonnalisée

	2006		Octobre à septembre	Septembre à août	Août à juillet	Juillet à juin	Juin à mai	Mai à avril
	Octobre ^p	Septembre ^r						
	milliers de dollars		variation en pourcentage					
Canada	6 026 690	5 678 079	6,1	-2,4	9,1	-1,0	-0,5	7,7
Terre-Neuve-et-Labrador	37 914	40 819	-7,1	-16,1	11,5	17,2	-13,0	-22,7
Île-du-Prince-Édouard	24 874	13 056	90,5	-41,4	18,7	-6,5	33,2	-32,0
Nouvelle-Écosse	127 447	95 547	33,4	-13,0	26,1	-28,7	-3,0	43,7
Nouveau-Brunswick	71 534	66 449	7,7	-31,2	28,0	-11,1	15,8	-4,2
Québec	1 191 088	995 286	19,7	-1,0	0,8	5,2	-3,1	5,3
Ontario	1 920 548	1 955 621	-1,8	-8,1	19,7	-2,3	-9,4	5,8
Manitoba	91 827	129 971	-29,3	30,7	-34,5	46,7	-11,1	6,4
Saskatchewan	94 694	132 291	-28,4	51,2	-34,2	49,2	-13,6	15,2
Alberta	1 333 062	1 335 695	-0,2	8,3	9,8	-7,7	25,2	4,1
Colombie-Britannique	1 126 175	893 633	26,0	-7,4	6,3	-1,8	-4,7	17,2
Territoire du Yukon	3 678	11 313	-67,5	15,6	94,6	-20,9	-57,7	236,4
Territoires du Nord-Ouest	2 604	7 138	-63,5	-17,2	218,7	-66,5	448,8	-24,8
Nunavut	1 245	1 260	-1,2	-69,0	-65,4	-10,8	540,2	191,4

Tableau 2
Valeur des permis de bâtir non résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisée

	2006		Octobre à septembre	Septembre à août	Août à juillet	Juillet à juin	Juin à mai	Mai à avril
	Octobre ^p	Septembre ^r						
	milliers de dollars		variation en pourcentage					
Canada	2 406 329	2 205 346	9,1	0,1	15,7	-11,5	-0,5	20,3
Terre-Neuve-et-Labrador	10 080	19 604	-48,6	7,2	45,6	9,5	-30,1	-29,4
Île-du-Prince-Édouard	11 666	3 102	276,1	-73,1	25,5	31,0	-1,3	-42,0
Nouvelle-Écosse	37 305	28 150	32,5	-40,5	16,7	-24,1	24,1	77,6
Nouveau-Brunswick	25 692	31 262	-17,8	-41,3	47,1	-17,4	128,7	-43,4
Québec	417 523	349 122	19,6	-1,3	6,7	1,2	4,2	3,5
Ontario	716 399	782 337	-8,4	-3,0	37,2	-18,5	-13,9	9,8
Manitoba	26 916	63 502	-57,6	95,0	-59,9	147,9	-38,0	53,4
Saskatchewan	41 656	82 251	-49,4	67,4	-51,7	100,4	-23,4	20,7
Alberta	584 998	597 033	-2,0	20,4	36,4	-40,4	47,7	32,1
Colombie-Britannique	530 982	236 889	124,1	-26,1	-1,5	14,6	-25,4	62,6
Territoire du Yukon	1 601	7 379	-78,3	-0,9	187,9	-8,2	-73,9	2 952,4
Territoires du Nord-Ouest	1 511	4 705	-67,9	-18,2	787,8	-83,8	560,2	-24,8
Nunavut	0	10	-100,0	-99,5	-81,8	392,5	56 125,0	...

Tableau 3
Valeur des permis de bâtir résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisée

	2006		Octobre à septembre	Septembre à août	Août à juillet	Juillet à juin	Juin à mai	Mai à avril
	Octobre ^p	Septembre ^r						
	milliers de dollars		variation en pourcentage					
Canada	3 620 361	3 472 733	4,3	-3,9	5,4	5,9	-0,6	0,7
Terre-Neuve-et-Labrador	27 834	21 215	31,2	-30,2	-2,3	20,6	-2,4	-17,9
Île-du-Prince-Édouard	13 208	9 954	32,7	-7,4	12,3	-26,6	63,8	-19,6
Nouvelle-Écosse	90 142	67 397	33,7	7,8	34,4	-32,3	-17,0	30,8
Nouveau-Brunswick	45 842	35 187	30,3	-18,8	10,5	-4,4	-24,2	27,1
Québec	773 565	646 164	19,7	-0,8	-2,1	7,4	-6,6	6,2
Ontario	1 204 149	1 173 284	2,6	-11,2	11,0	8,4	-6,1	3,1
Manitoba	64 911	66 469	-2,3	-0,6	-5,3	-0,1	11,2	-15,3
Saskatchewan	53 038	50 040	6,0	30,5	22,7	-18,5	3,9	6,5
Alberta	748 064	738 662	1,3	0,2	-2,9	25,3	8,6	-10,1
Colombie-Britannique	595 193	656 744	-9,4	1,8	10,7	-9,1	8,7	-0,7
Territoire du Yukon	2 077	3 934	-47,2	68,0	-4,1	-31,1	-17,2	3,8
Territoires du Nord-Ouest	1 093	2 433	-55,1	-15,3	39,5	-49,7	371,2	-24,8
Nunavut	1 245	1 250	-0,4	-39,0	199,7	-93,7	432,1	190,8

Tableau 4
Nombre d'unités de logement autorisées, provinces et territoires, désaisonnalisées à un taux annuel

	2006 Octobre ^p	2006 Septembre ^r	Octobre à septembre	Septembre à août	Août à juillet	Juillet à juin	Juin à mai	Mai à avril
	unités		variation en pourcentage					
Canada	247 572	240 216	3,1	-1,6	4,0	3,8	-0,3	2,2
Terre-Neuve-et-Labrador	2 004	1 524	31,5	-34,9	1,6	20,8	-8,6	-11,7
Île-du-Prince-Édouard	1 068	924	15,6	-7,2	38,3	-40,0	78,6	-30,0
Nouvelle-Écosse	7 368	6 324	16,5	34,4	33,3	-39,9	-19,8	39,3
Nouveau-Brunswick	4 560	3 324	37,2	-24,3	14,0	-10,1	-38,6	61,4
Québec	63 288	46 524	36,0	-7,3	4,1	0,1	-0,9	6,9
Ontario	73 608	72 816	1,1	-5,1	3,4	11,4	-7,4	6,5
Manitoba	4 692	5 292	-11,3	1,1	-2,2	1,8	5,3	-24,1
Saskatchewan	5 052	4 848	4,2	65,6	38,6	-30,2	20,0	-13,6
Alberta	47 520	58 284	-18,5	7,1	-7,1	22,3	16,0	-18,6
Colombie-Britannique	38 076	39 816	-4,4	-4,4	17,6	-13,8	2,6	13,1
Territoire du Yukon	144	372	-61,3	121,4	-17,6	-22,7	-12,0	4,2
Territoires du Nord-Ouest	96	96	0,0	-11,1	125,0	-63,6	450,0	-66,7
Nunavut	96	72	33,3	-25,0	166,7	-91,9	236,4	175,0

Tableau 5
Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisés, 2006

	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction					Total
	Unifamiliales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non-résidentiel			Total	
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			en milliers de dollars					
Canada									
Septembre r	9 957	10 061	20 018	3 472 733	410 379	1 142 288	652 679	2 205 346	5 678 079
Octobre p	9 563	11 068	20 631	3 620 361	353 279	1 549 140	503 910	2 406 329	6 026 690
Cumulatif janv. - oct. 2006	100 635	95 396	196 031	34 139 545	3 617 785	11 608 122	5 295 424	20 521 331	54 660 876
Cumulatif janv. - oct. 2005	99 536	92 021	191 557	31 155 050	3 386 921	9 890 139	5 132 831	18 409 891	49 564 941
Terre-Neuve-et-Labrador									
Septembre r	99	28	127	21 215	2 176	13 471	3 957	19 604	40 819
Octobre p	132	35	167	27 834	1 246	8 736	98	10 080	37 914
Cumulatif janv. - oct. 2006	1 427	370	1 797	282 691	13 155	100 641	26 682	140 478	423 169
Cumulatif janv. - oct. 2005	1 499	362	1 861	279 028	42 989	86 363	20 102	149 454	428 482
Île-du-Prince-Édouard									
Septembre r	67	10	77	9 954	204	1 598	1 300	3 102	13 056
Octobre p	63	26	89	13 208	549	1 380	9 737	11 666	24 874
Cumulatif janv. - oct. 2006	619	181	800	109 660	18 046	31 819	24 385	74 250	183 910
Cumulatif janv. - oct. 2005	580	158	738	101 199	27 863	69 718	6 843	104 424	205 623
Nouvelle-Écosse									
Septembre r	229	298	527	67 397	9 509	17 627	1 014	28 150	95 547
Octobre p	245	369	614	90 142	7 552	28 615	1 138	37 305	127 447
Cumulatif janv. - oct. 2006	2 652	2 253	4 905	724 801	77 903	222 703	48 057	348 663	1 073 464
Cumulatif janv. - oct. 2005	2 704	1 627	4 331	640 193	67 325	231 604	54 852	353 781	993 974
Nouveau-Brunswick									
Septembre r	172	105	277	35 187	3 003	17 106	11 153	31 262	66 449
Octobre p	184	196	380	45 842	4 135	16 953	4 604	25 692	71 534
Cumulatif janv. - oct. 2006	2 159	1 449	3 608	432 672	45 960	168 034	120 204	334 198	766 870
Cumulatif janv. - oct. 2005	2 295	1 087	3 382	401 039	56 454	173 276	81 438	311 168	712 207
Québec									
Septembre r	1 812	2 065	3 877	646 164	69 326	184 600	95 196	349 122	995 286
Octobre p	1 843	3 431	5 274	773 565	111 696	211 706	94 121	417 523	1 191 088
Cumulatif janv. - oct. 2006	18 160	23 100	41 260	6 487 321	692 314	1 778 009	945 077	3 415 400	9 902 721
Cumulatif janv. - oct. 2005	20 205	24 922	45 127	6 691 168	739 440	1 540 583	578 168	2 858 191	9 549 359
Ontario									
Septembre r	3 275	2 793	6 068	1 173 284	198 356	396 679	187 302	782 337	1 955 621
Octobre p	2 952	3 182	6 134	1 204 149	119 287	398 026	199 086	716 399	1 920 548
Cumulatif janv. - oct. 2006	32 068	28 849	60 917	11 941 866	1 469 994	3 938 676	1 950 432	7 359 102	19 300 968
Cumulatif janv. - oct. 2005	34 381	30 145	64 526	11 691 028	1 336 127	3 910 277	2 483 683	7 730 087	19 421 115
Manitoba									
Septembre r	283	158	441	66 469	21 510	25 400	16 592	63 502	129 971
Octobre p	290	101	391	64 911	2 903	17 399	6 614	26 916	91 827
Cumulatif janv. - oct. 2006	2 924	1 639	4 563	682 509	95 993	241 096	122 022	459 111	1 141 620
Cumulatif janv. - oct. 2005	2 936	609	3 545	541 443	53 089	225 076	89 075	367 240	908 683
Saskatchewan									
Septembre r	230	174	404	50 040	4 714	21 908	55 629	82 251	132 291
Octobre p	228	193	421	53 038	20 783	17 388	3 485	41 656	94 694
Cumulatif janv. - oct. 2006	1 931	765	2 696	394 749	84 117	234 831	254 028	572 976	967 725
Cumulatif janv. - oct. 2005	1 514	911	2 425	312 037	71 627	194 092	134 221	399 940	711 977
Alberta									
Septembre r	2 621	2 236	4 857	738 662	58 296	320 262	218 475	597 033	1 335 695
Octobre p	2 452	1 508	3 960	748 064	62 176	440 458	82 364	584 998	1 333 062
Cumulatif janv. - oct. 2006	26 184	17 210	43 394	6 901 030	824 009	2 787 173	845 038	4 456 220	11 357 250
Cumulatif janv. - oct. 2005	21 352	13 388	34 740	4 834 074	708 476	1 829 964	831 192	3 369 632	8 203 706

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 5 – suite

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisées, 2006

	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction				Total	
	Unifamiliales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non-résidentiel				
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			en milliers de dollars					
Colombie-Britannique									
Septembre ^r	1 146	2 172	3 318	656 744	43 272	141 153	52 464	236 889	893 633
Octobre ^p	1 158	2 015	3 173	595 193	22 740	406 736	101 506	530 982	1 126 175
Cumulatif janv. - oct. 2006	12 254	19 466	31 720	6 112 603	294 246	2 059 856	908 918	3 263 020	9 375 623
Cumulatif janv. - oct. 2005	11 746	18 658	30 404	5 587 584	272 352	1 589 695	847 526	2 709 573	8 297 157
Territoire du Yukon									
Septembre ^r	14	17	31	3 934	0	1 284	6 095	7 379	11 313
Octobre ^p	12	0	12	2 077	162	282	1 157	1 601	3 678
Cumulatif janv. - oct. 2006	182	34	216	32 656	842	23 650	31 748	56 240	88 896
Cumulatif janv. - oct. 2005	220	51	271	38 695	3 076	7 290	4 605	14 971	53 666
Territoires du Nord-Ouest									
Septembre ^r	5	3	8	2 433	13	1 200	3 492	4 705	7 138
Octobre ^p	1	7	8	1 093	50	1 461	0	1 511	2 604
Cumulatif janv. - oct. 2006	56	16	72	16 545	958	9 925	7 823	18 706	35 251
Cumulatif janv. - oct. 2005	93	52	145	27 519	7 166	30 889	1 122	39 177	66 696
Nunavut									
Septembre ^r	4	2	6	1 250	0	0	10	10	1 260
Octobre ^p	3	5	8	1 245	0	0	0	0	1 245
Cumulatif janv. - oct. 2006	19	64	83	20 442	248	11 709	11 010	22 967	43 409
Cumulatif janv. - oct. 2005	11	51	62	10 043	937	1 312	4	2 253	12 296

1. Les types de logements suivants sont compris dans cette catégorie : maison individuelle, chalet et maison mobile.

Tableau 6
Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisées, 2006

	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction				Total	
	Unifamiliales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non-résidentiel				
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			en milliers de dollars					
Abbotsford, Colombie-Britannique									
Septembre ^r	48	130	178	27 661	891	375	407	1 673	29 334
Octobre ^p	35	33	68	10 536	6 322	4 086	105	10 513	21 049
Cumulatif janv. - oct. 2006	397	612	1 009	131 111	33 858	31 354	103 251	168 463	299 574
Cumulatif janv. - oct. 2005	492	528	1 020	138 694	28 291	20 450	75 250	123 991	262 685
Calgary, Alberta									
Septembre ^r	796	1 394	2 190	284 400	20 115	151 335	178 163	349 613	634 013
Octobre ^p	716	632	1 348	231 851	9 345	255 995	3 131	268 471	500 322
Cumulatif janv. - oct. 2006	8 923	7 355	16 278	2 561 720	130 912	1 295 831	501 420	1 928 163	4 489 883
Cumulatif janv. - oct. 2005	7 818	4 769	12 587	1 859 726	144 241	719 915	377 650	1 241 806	3 101 532
Edmonton, Alberta									
Septembre ^r	826	526	1 352	231 648	23 195	78 345	22 868	124 408	356 056
Octobre ^p	802	425	1 227	245 498	21 035	76 932	12 117	110 084	355 582
Cumulatif janv. - oct. 2006	8 012	4 616	12 628	2 113 476	153 618	529 396	122 491	805 505	2 918 981
Cumulatif janv. - oct. 2005	6 648	5 504	12 152	1 532 214	125 495	413 657	305 461	844 613	2 376 827
Greater Sudbury / Grand Sudbury, Ontario									
Septembre ^r	45	2	47	10 779	8 133	1 557	695	10 385	21 164
Octobre ^p	46	2	48	12 720	885	1 838	15 076	17 799	30 519
Cumulatif janv. - oct. 2006	388	18	406	82 789	26 236	32 041	56 438	114 715	197 504
Cumulatif janv. - oct. 2005	362	11	373	67 709	14 674	40 637	36 643	91 954	159 663
Halifax, Nouvelle-Écosse									
Septembre ^r	83	271	354	39 340	650	11 078	10	11 738	51 078
Octobre ^p	99	285	384	56 323	725	17 490	260	18 475	74 798
Cumulatif janv. - oct. 2006	966	1 607	2 573	365 606	37 539	135 828	9 536	182 903	548 509
Cumulatif janv. - oct. 2005	1 122	1 156	2 278	335 369	24 290	117 274	25 052	166 616	501 985
Hamilton, Ontario									
Septembre ^r	222	363	585	83 331	4 339	16 180	5 975	26 494	109 825
Octobre ^p	195	29	224	45 410	5 389	26 409	6 100	37 898	83 308
Cumulatif janv. - oct. 2006	1 456	1 314	2 770	509 628	39 879	135 476	95 783	271 138	780 766
Cumulatif janv. - oct. 2005	1 204	1 797	3 001	534 341	19 789	243 273	162 410	425 472	959 813
Kingston, Ontario									
Septembre ^r	35	12	47	7 530	1 739	1 188	310	3 237	10 767
Octobre ^p	26	6	32	5 334	596	2 494	619	3 709	9 043
Cumulatif janv. - oct. 2006	406	224	630	99 694	14 352	44 710	40 987	100 049	199 743
Cumulatif janv. - oct. 2005	493	176	669	99 248	5 692	40 495	17 119	63 306	162 554
Kitchener, Ontario									
Septembre ^r	76	41	117	21 508	3 150	23 853	782	27 785	49 293
Octobre ^p	66	99	165	30 762	19 790	17 706	3 749	41 245	72 007
Cumulatif janv. - oct. 2006	1 284	1 391	2 675	430 611	64 646	185 318	81 940	331 904	762 515
Cumulatif janv. - oct. 2005	1 679	1 459	3 138	477 640	47 245	140 086	73 265	260 596	738 236
London, Ontario									
Septembre ^r	159	63	222	36 777	1 013	20 153	1 921	23 087	59 864
Octobre ^p	121	103	224	37 525	1 641	14 574	12 536	28 751	66 276
Cumulatif janv. - oct. 2006	1 696	1 707	3 403	508 595	28 059	137 462	84 667	250 188	758 783
Cumulatif janv. - oct. 2005	1 656	1 302	2 958	422 132	56 914	140 073	76 436	273 423	695 555
Montréal, Québec									
Septembre ^r	715	936	1 651	314 046	25 557	91 758	74 118	191 433	505 479
Octobre ^p	713	2 259	2 972	428 797	39 349	111 363	31 848	182 560	611 357
Cumulatif janv. - oct. 2006	6 861	13 455	20 316	3 248 988	296 950	963 608	524 948	1 785 506	5 034 494
Cumulatif janv. - oct. 2005	8 090	15 743	23 833	3 519 160	384 781	822 380	274 867	1 482 028	5 001 188

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 6 – suite

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisées, 2006

	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction					Total
	Unifamiliales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non-résidentiel			Total	
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			en milliers de dollars					
Oshawa, Ontario									
Septembre ^r	138	105	243	45 462	21 109	15 920	6	37 035	82 497
Octobre ^p	95	96	191	33 101	4 498	16 673	1 457	22 628	55 729
Cumulatif janv. - oct. 2006	1 571	1 134	2 705	508 034	104 380	101 517	28 800	234 697	742 731
Cumulatif janv. - oct. 2005	1 662	903	2 565	501 541	71 620	163 085	50 304	285 009	786 550
Ottawa-Gatineau, partie ontarienne, Ontario/Québec									
Septembre ^r	276	263	539	83 799	4 896	26 713	7 193	38 802	122 601
Octobre ^p	245	192	437	77 123	12 758	37 288	13 792	63 838	140 961
Cumulatif janv. - oct. 2006	2 038	2 147	4 185	698 303	28 383	393 162	304 879	726 424	1 424 727
Cumulatif janv. - oct. 2005	2 071	2 391	4 462	762 013	31 287	293 459	492 491	817 237	1 579 250
Ottawa-Gatineau, partie québécoise, Ontario/Québec									
Septembre ^r	112	112	224	31 475	3 932	7 591	382	11 905	43 380
Octobre ^p	124	395	519	58 720	406	4 269	1 884	6 559	65 279
Cumulatif janv. - oct. 2006	987	1 796	2 783	343 026	8 656	49 105	37 198	94 959	437 985
Cumulatif janv. - oct. 2005	1 143	680	1 823	270 124	9 997	58 691	11 789	80 477	350 601
Québec, Québec									
Septembre ^r	173	403	576	69 589	5 909	21 199	7 735	34 843	104 432
Octobre ^p	161	105	266	44 664	13 908	38 594	8 447	60 949	105 613
Cumulatif janv. - oct. 2006	1 912	2 242	4 154	595 117	51 340	250 979	92 396	394 715	989 832
Cumulatif janv. - oct. 2005	2 269	2 878	5 147	701 647	36 767	213 914	50 329	301 010	1 002 657
Regina, Saskatchewan									
Septembre ^r	92	15	107	14 497	772	6 788	37 681	45 241	59 738
Octobre ^p	83	65	148	16 352	19 193	5 122	77	24 392	40 744
Cumulatif janv. - oct. 2006	672	205	877	129 150	30 523	62 305	96 403	189 231	318 381
Cumulatif janv. - oct. 2005	449	365	814	92 273	10 146	62 994	37 760	110 900	203 173
Saguenay, Québec									
Septembre ^r	15	8	23	5 956	977	2 911	689	4 577	10 533
Octobre ^p	26	51	77	8 881	5 321	2 839	906	9 066	17 947
Cumulatif janv. - oct. 2006	266	281	547	81 025	31 651	22 616	26 830	81 097	162 122
Cumulatif janv. - oct. 2005	269	185	454	79 163	24 978	25 931	15 966	66 875	146 038
Saint John, Nouveau-Brunswick									
Septembre ^r	36	3	39	6 163	70	3 430	7 594	11 094	17 257
Octobre ^p	36	4	40	6 592	1 013	4 493	800	6 306	12 898
Cumulatif janv. - oct. 2006	424	196	620	85 370	19 502	25 154	21 801	66 457	151 827
Cumulatif janv. - oct. 2005	444	81	525	73 017	15 101	26 592	10 376	52 069	125 086
Saskatoon, Saskatchewan									
Septembre ^r	92	118	210	21 572	1 565	9 147	3 579	14 291	35 863
Octobre ^p	95	118	213	24 039	985	7 945	673	9 603	33 642
Cumulatif janv. - oct. 2006	789	432	1 221	153 419	27 542	109 446	76 728	213 716	367 135
Cumulatif janv. - oct. 2005	641	381	1 022	132 940	53 909	69 263	46 679	169 851	302 791
Sherbrooke, Québec									
Septembre ^r	29	53	82	11 013	407	14 822	50	15 279	26 292
Octobre ^p	49	107	156	14 866	758	2 741	31 575	35 074	49 940
Cumulatif janv. - oct. 2006	438	924	1 362	163 296	8 172	43 881	51 030	103 083	266 379
Cumulatif janv. - oct. 2005	529	403	932	134 087	12 253	37 008	22 914	72 175	206 262
St. Catharines-Niagara, Ontario									
Septembre ^r	83	34	117	26 573	7 076	4 144	1 190	12 410	38 983
Octobre ^p	54	20	74	16 798	1 770	4 466	3 543	9 779	26 577
Cumulatif janv. - oct. 2006	753	435	1 188	249 325	48 446	78 365	67 556	194 367	443 692
Cumulatif janv. - oct. 2005	854	372	1 226	237 282	17 581	104 971	75 504	198 056	435 338

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 6 – suite

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisées, 2006

	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction				Total	
	Unifamiliales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non-résidentiel				
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			en milliers de dollars					
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador									
Septembre ^r	47	16	63	11 817	1 993	8 038	380	10 411	22 228
Octobre ^p	87	23	110	18 795	884	3 448	51	4 383	23 178
Cumulatif janv. - oct. 2006	944	285	1 229	192 558	7 114	72 473	14 199	93 786	286 344
Cumulatif janv. - oct. 2005	949	296	1 245	189 990	37 578	62 828	8 177	108 583	298 573
Thunder Bay, Ontario									
Septembre ^r	15	0	15	2 599	567	1 661	352	2 580	5 179
Octobre ^p	18	73	91	11 650	71	426	2 706	3 203	14 853
Cumulatif janv. - oct. 2006	135	80	215	36 829	6 375	19 620	17 495	43 490	80 319
Cumulatif janv. - oct. 2005	188	81	269	44 342	14 397	25 280	25 586	65 263	109 605
Toronto, Ontario									
Septembre ^r	1 202	1 747	2 949	584 256	74 466	186 299	142 885	403 650	987 906
Octobre ^p	1 186	2 374	3 560	683 830	20 574	211 780	106 206	338 560	1 022 390
Cumulatif janv. - oct. 2006	11 514	17 379	28 893	5 906 399	558 463	1 954 123	641 491	3 154 077	9 060 476
Cumulatif janv. - oct. 2005	11 595	18 329	29 924	5 500 257	614 397	1 789 893	809 205	3 213 495	8 713 752
Trois-Rivières, Québec									
Septembre ^r	39	37	76	12 959	858	4 027	908	5 793	18 752
Octobre ^p	28	104	132	14 011	5 317	7 552	0	12 869	26 880
Cumulatif janv. - oct. 2006	288	605	893	113 095	33 098	50 141	22 134	105 373	218 468
Cumulatif janv. - oct. 2005	367	436	803	110 292	19 099	25 841	5 847	50 787	161 079
Vancouver, Colombie-Britannique									
Septembre ^r	400	1 297	1 697	359 217	30 230	85 256	30 098	145 584	504 801
Octobre ^p	444	1 203	1 647	298 061	5 653	305 994	14 813	326 460	624 521
Cumulatif janv. - oct. 2006	4 653	12 037	16 690	3 256 665	130 744	1 356 187	436 511	1 923 442	5 180 107
Cumulatif janv. - oct. 2005	4 177	11 913	16 090	3 202 001	110 133	971 493	381 478	1 463 104	4 665 105
Victoria, Colombie-Britannique									
Septembre ^r	93	62	155	35 635	113	3 506	1 614	5 233	40 868
Octobre ^p	78	251	329	58 893	89	4 905	49 800	54 794	113 687
Cumulatif janv. - oct. 2006	901	1 433	2 334	478 307	10 965	92 082	102 544	205 591	683 898
Cumulatif janv. - oct. 2005	971	1 067	2 038	374 828	8 543	163 251	74 591	246 385	621 213
Windsor, Ontario									
Septembre ^r	36	0	36	9 250	14 250	47 150	5 582	66 982	76 232
Octobre ^p	34	16	50	10 013	1 500	8 137	3 666	13 303	23 316
Cumulatif janv. - oct. 2006	568	367	935	198 794	75 704	81 570	93 244	250 518	449 312
Cumulatif janv. - oct. 2005	987	345	1 332	233 543	49 144	76 148	92 631	217 923	451 466
Winnipeg, Manitoba									
Septembre ^r	152	79	231	35 823	18 941	19 323	14 717	52 981	88 804
Octobre ^p	166	62	228	39 720	1 709	9 881	501	12 091	51 811
Cumulatif janv. - oct. 2006	1 603	1 256	2 859	417 283	54 393	155 902	105 335	315 630	732 913
Cumulatif janv. - oct. 2005	1 625	321	1 946	305 655	17 736	158 488	67 575	243 799	549 454

1. Les types de logements suivants sont compris dans cette catégorie : maison individuelle, chalet et maison mobile.

Tableau 7
Unités de logement, provinces et territoires, non désaisonnalisées, 2006

	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Doublets	Rangées	Appartements	Transformations	Logements, total
nombre d'unités de logement							
Canada							
Septembre ^r	9 921	65	1 024	2 027	6 265	400	19 702
Octobre ^p	9 936	42	1 080	1 838	8 696	332	21 924
Cumulatif janv. - oct. 2006	103 238	609	9 262	18 144	63 030	4 261	198 544
Cumulatif janv. - oct. 2005	104 085	648	9 961	19 711	58 539	3 965	196 909
Terre-Neuve-et-Labrador							
Septembre ^r	133	1	0	1	31	1	167
Octobre ^p	155	2	2	16	25	1	201
Cumulatif janv. - oct. 2006	1 444	9	68	56	203	54	1 834
Cumulatif janv. - oct. 2005	1 585	12	32	5	319	12	1 965
Île-du-Prince-Édouard							
Septembre ^r	72	17	2	0	6	2	99
Octobre ^p	59	4	0	0	26	0	89
Cumulatif janv. - oct. 2006	564	62	34	0	137	10	807
Cumulatif janv. - oct. 2005	581	49	54	3	95	6	788
Nouvelle-Écosse							
Septembre ^r	251	7	8	0	288	3	557
Octobre ^p	272	5	10	8	345	6	646
Cumulatif janv. - oct. 2006	2 582	69	130	95	1 965	69	4 910
Cumulatif janv. - oct. 2005	2 846	95	133	140	1 262	97	4 573
Nouveau-Brunswick							
Septembre ^r	206	7	36	0	63	6	318
Octobre ^p	183	5	30	35	123	9	385
Cumulatif janv. - oct. 2006	2 134	66	288	129	903	131	3 651
Cumulatif janv. - oct. 2005	2 476	91	159	90	749	90	3 655
Québec							
Septembre ^r	1 785	20	213	59	1 774	202	4 053
Octobre ^p	1 863	8	268	133	3 271	138	5 681
Cumulatif janv. - oct. 2006	18 996	213	1 899	1 379	17 137	1 971	41 595
Cumulatif janv. - oct. 2005	21 106	232	2 360	971	18 904	1 782	45 355
Ontario							
Septembre ^r	3 320	6	399	1 389	532	56	5 702
Octobre ^p	3 249	9	359	734	1 909	101	6 361
Cumulatif janv. - oct. 2006	33 286	107	3 294	9 192	14 490	1 288	61 657
Cumulatif janv. - oct. 2005	36 123	111	4 232	11 381	13 634	1 549	67 030
Manitoba							
Septembre ^r	306	1	8	35	115	1	466
Octobre ^p	298	3	0	38	63	0	402
Cumulatif janv. - oct. 2006	3 057	21	47	213	1 375	6	4 719
Cumulatif janv. - oct. 2005	3 178	9	60	106	434	10	3 797
Saskatchewan							
Septembre ^r	231	2	4	26	64	80	407
Octobre ^p	236	0	12	100	77	4	429
Cumulatif janv. - oct. 2006	2 012	4	76	232	348	110	2 782
Cumulatif janv. - oct. 2005	1 606	5	108	150	642	13	2 524
Alberta							
Septembre ^r	2 447	4	252	135	1 470	8	4 316
Octobre ^p	2 439	1	305	333	1 154	3	4 235
Cumulatif janv. - oct. 2006	26 294	32	2 697	2 779	11 811	104	43 717
Cumulatif janv. - oct. 2005	21 974	22	2 293	2 398	8 940	70	35 697
Colombie-Britannique							
Septembre ^r	1 142	0	96	382	1 909	37	3 566
Octobre ^p	1 151	4	94	441	1 691	70	3 451
Cumulatif janv. - oct. 2006	12 613	23	717	4 056	14 578	510	32 497
Cumulatif janv. - oct. 2005	12 283	11	522	4 449	13 435	333	31 033

Tableau 7 – suite

Unités de logement, provinces et territoires, non désaisonnalisées, 2006

	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Doubles	Rangées	Appartements	Transformations	Logements, total
	nombre d'unités de logement						
Territoire du Yukon							
Septembre ^r	17	0	6	0	10	2	35
Octobre ^p	27	1	0	0	0	0	28
Cumulatif janv. - oct. 2006	178	3	12	0	18	6	217
Cumulatif janv. - oct. 2005	224	11	8	0	40	3	286
Territoires du Nord-Ouest							
Septembre ^r	7	0	0	0	3	0	10
Octobre ^p	1	0	0	0	7	0	8
Cumulatif janv. - oct. 2006	59	0	0	0	16	0	75
Cumulatif janv. - oct. 2005	92	0	0	18	34	0	144
Nunavut							
Septembre ^r	4	0	0	0	0	2	6
Octobre ^p	3	0	0	0	5	0	8
Cumulatif janv. - oct. 2006	19	0	0	13	49	2	83
Cumulatif janv. - oct. 2005	11	0	0	0	51	0	62

Tableau 8
Unités de logement, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, octobre 2006

	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Doublets	Rangées	Appartements	Transformations	Logements, total
nombre d'unités de logement							
Abbotsford, Colombie-Britannique	34	0	0	14	25	0	73
Calgary, Alberta	692	0	131	199	326	0	1 348
Edmonton, Alberta	776	0	127	28	286	1	1 218
Greater Sudbury / Grand Sudbury, Ontario	50	0	0	0	2	0	52
Halifax, Nouvelle-Écosse	115	0	0	0	280	5	400
Hamilton, Ontario	214	0	0	27	0	1	242
Kingston, Ontario	28	0	2	4	0	0	34
Kitchener, Ontario	73	0	11	33	50	1	168
London, Ontario	133	0	3	20	76	0	232
Montréal, Québec	719	0	77	46	2 314	65	3 221
Oshawa, Ontario	104	0	6	14	72	0	196
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	394	0	110	206	299	7	1 016
Ottawa-Gatineau, partie ontarienne, Ontario/Québec	269	0	31	142	4	7	453
Ottawa-Gatineau, partie québécoise, Ontario/Québec	125	0	79	64	295	0	563
Québec, Québec	161	1	24	0	83	9	278
Regina, Saskatchewan	86	0	0	61	4	0	151
Saguenay, Québec	26	0	2	0	44	10	82
Saint John, Nouveau-Brunswick	34	2	0	0	4	0	40
Saskatoon, Saskatchewan	99	0	12	35	67	4	217
Sherbrooke, Québec	49	0	0	0	111	8	168
St. Catharines-Niagara, Ontario	59	0	6	12	0	1	78
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	106	0	2	6	23	1	138
Thunder Bay, Ontario	20	0	0	0	70	0	90
Toronto, Ontario	1 302	0	236	392	1 616	30	3 576
Trois-Rivières, Québec	28	0	4	6	102	3	143
Vancouver, Colombie-Britannique	426	0	26	325	1 062	17	1 856
Victoria, Colombie-Britannique	75	0	4	64	185	46	374
Windsor, Ontario	37	0	8	4	3	0	52
Winnipeg, Manitoba	178	0	0	38	24	0	240

Tableau 9

Unités de logement, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, cumulatif, janvier - octobre 2006

	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Doubles	Rangées	Appartements	Transformations	Logements, total
nombre d'unités de logement							
Abbotsford, Colombie-Britannique	408	0	0	82	520	1	1 011
Calgary, Alberta	8 840	0	905	1 247	5 325	60	16 377
Edmonton, Alberta	8 054	0	1 265	749	2 621	23	12 712
Greater Sudbury / Grand Sudbury, Ontario	420	2	6	0	14	0	442
Halifax, Nouvelle-Écosse	1 012	8	58	67	1 457	27	2 629
Hamilton, Ontario	1 506	0	118	770	314	54	2 762
Kingston, Ontario	439	5	24	63	139	11	681
Kitchener, Ontario	1 338	0	169	489	404	364	2 764
London, Ontario	1 763	0	40	441	1 078	98	3 420
Montréal, Québec	7 041	1	592	486	10 768	1 155	20 043
Oshawa, Ontario	1 625	0	152	429	491	5	2 702
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	3 156	6	660	1 738	1 247	97	6 904
Ottawa-Gatineau, partie ontarienne, Ontario/Québec	2 157	0	307	1 373	427	56	4 320
Ottawa-Gatineau, partie québécoise, Ontario/Québec	999	6	353	365	820	41	2 584
Québec, Québec	2 028	5	303	217	1 457	213	4 223
Regina, Saskatchewan	672	0	12	142	51	0	877
Saguenay, Québec	282	5	16	16	176	82	577
Saint John, Nouveau-Brunswick	407	17	6	35	111	44	620
Saskatoon, Saskatchewan	816	0	62	76	187	107	1 248
Sherbrooke, Québec	456	2	40	0	748	30	1 276
St. Catharines-Niagara, Ontario	795	0	69	132	226	10	1 232
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	923	1	58	45	150	43	1 220
Thunder Bay, Ontario	146	0	0	4	70	2	222
Toronto, Ontario	11 998	0	1 968	4 392	10 141	426	28 925
Trois-Rivières, Québec	301	0	38	44	406	63	852
Vancouver, Colombie-Britannique	4 731	0	297	2 731	9 127	241	17 127
Victoria, Colombie-Britannique	919	1	45	201	1 103	127	2 396
Windsor, Ontario	596	0	43	75	224	4	942
Winnipeg, Manitoba	1 671	0	31	202	1 020	4	2 928

Tableau 10
Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, non désaisonnalisés, 2006

	Valeur de la construction				Total
	Résidentiel	Non-résidentiel			
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental	
milliers de dollars					
Canada					
Septembre ^r	3 514 436	415 595	1 213 921	636 815	5 780 767
Octobre ^p	3 839 907	369 179	1 686 285	553 655	6 449 026
Cumulatif janv. - oct. 2006	34 901 294	3 575 819	11 754 724	5 179 772	55 411 609
Cumulatif janv. - oct. 2005	32 255 537	3 404 215	10 054 871	5 156 343	50 870 966
Terre-Neuve-et-Labrador					
Septembre ^r	26 452	2 176	22 184	3 957	54 769
Octobre ^p	31 132	1 246	9 331	98	41 807
Cumulatif janv. - oct. 2006	291 136	13 155	88 037	26 682	419 010
Cumulatif janv. - oct. 2005	299 396	42 989	87 065	20 102	449 552
Île-du-Prince-Édouard					
Septembre ^r	12 440	204	1 598	1 300	15 542
Octobre ^p	13 601	549	1 380	9 737	25 267
Cumulatif janv. - oct. 2006	112 650	18 046	31 819	24 385	186 900
Cumulatif janv. - oct. 2005	107 804	27 863	69 718	6 843	212 228
Nouvelle-Écosse					
Septembre ^r	71 357	9 509	17 627	1 014	99 507
Octobre ^p	93 735	7 552	28 615	1 138	131 040
Cumulatif janv. - oct. 2006	731 293	77 903	222 703	48 057	1 079 956
Cumulatif janv. - oct. 2005	684 735	67 325	231 604	54 852	1 038 516
Nouveau-Brunswick					
Septembre ^r	40 625	3 003	17 106	11 153	71 887
Octobre ^p	46 354	4 135	16 953	4 604	72 046
Cumulatif janv. - oct. 2006	441 370	45 960	168 034	120 204	775 568
Cumulatif janv. - oct. 2005	434 123	56 454	173 276	81 438	745 291
Québec					
Septembre ^r	666 317	69 326	199 459	107 834	1 042 936
Octobre ^p	846 851	111 696	261 718	108 242	1 328 507
Cumulatif janv. - oct. 2006	6 641 714	692 314	1 788 099	920 031	10 042 158
Cumulatif janv. - oct. 2005	6 825 771	739 440	1 523 299	618 655	9 707 165
Ontario					
Septembre ^r	1 196 308	203 572	450 969	158 800	2 009 649
Octobre ^p	1 280 489	135 187	434 595	234 710	2 084 981
Cumulatif janv. - oct. 2006	12 223 562	1 428 028	3 996 167	1 859 826	19 507 583
Cumulatif janv. - oct. 2005	12 058 754	1 353 421	3 957 414	2 466 708	19 836 297
Manitoba					
Septembre ^r	71 817	21 510	28 652	16 592	138 571
Octobre ^p	66 379	2 903	21 878	6 614	97 774
Cumulatif janv. - oct. 2006	712 783	95 993	232 016	122 022	1 162 814
Cumulatif janv. - oct. 2005	583 928	53 089	229 048	89 075	955 140
Saskatchewan					
Septembre ^r	56 414	4 714	28 000	55 629	144 757
Octobre ^p	54 871	20 783	15 830	3 485	94 969
Cumulatif janv. - oct. 2006	418 304	84 117	232 491	254 028	988 940
Cumulatif janv. - oct. 2005	338 976	71 627	204 149	134 221	748 973
Alberta					
Septembre ^r	677 835	58 296	289 308	218 475	1 243 914
Octobre ^p	751 269	62 176	498 459	82 364	1 394 268
Cumulatif janv. - oct. 2006	6 969 939	824 009	2 870 648	845 038	11 509 634
Cumulatif janv. - oct. 2005	4 985 636	708 476	1 892 404	831 192	8 417 708
Colombie-Britannique					
Septembre ^r	686 389	43 272	156 534	52 464	938 659
Octobre ^p	648 834	22 740	395 783	101 506	1 168 863
Cumulatif janv. - oct. 2006	6 288 326	294 246	2 079 426	908 918	9 570 916
Cumulatif janv. - oct. 2005	5 858 223	272 352	1 647 403	847 526	8 625 504

Tableau 10 – suite

Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, non désaisonnalisés, 2006

	Valeur de la construction				Total
	Résidentiel	Non-résidentiel			
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental	
milliers de dollars					
Territoire du Yukon					
Septembre r	4 799	0	1 284	6 095	12 178
Octobre p	4 054	162	282	1 157	5 655
Cumulatif janv. - oct. 2006	33 230	842	23 650	31 748	89 470
Cumulatif janv. - oct. 2005	40 629	3 076	7 290	4 605	55 600
Territoires du Nord-Ouest					
Septembre r	2 433	13	1 200	3 492	7 138
Octobre p	1 093	50	1 461	0	2 604
Cumulatif janv. - oct. 2006	16 545	958	9 925	7 823	35 251
Cumulatif janv. - oct. 2005	27 519	7 166	30 889	1 122	66 696
Nunavut					
Septembre r	1 250	0	0	10	1 260
Octobre p	1 245	0	0	0	1 245
Cumulatif janv. - oct. 2006	20 442	248	11 709	11 010	43 409
Cumulatif janv. - oct. 2005	10 043	937	1 312	4	12 296

Tableau 11
Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, non
désaisonnalisées, octobre 2006

	Valeur de la construction				Total
	Résidentiel	Non-résidentiel			
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental	
milliers de dollars					
Abbotsford, Colombie-Britannique	11 564	6 322	4 120	105	22 111
Calgary, Alberta	225 882	9 345	277 536	3 131	515 894
Edmonton, Alberta	239 153	21 035	83 405	12 117	355 710
Greater Sudbury / Grand Sudbury, Ontario	13 982	1 032	2 029	17 700	34 743
Halifax, Nouvelle-Écosse	56 964	725	17 490	260	75 439
Hamilton, Ontario	50 803	6 288	29 150	7 162	93 403
Kingston, Ontario	5 907	695	2 753	727	10 082
Kitchener, Ontario	32 584	23 090	19 543	4 402	79 619
London, Ontario	39 868	1 915	16 086	14 718	72 587
Montréal, Québec	480 367	39 349	127 844	38 125	685 685
Oshawa, Ontario	35 555	5 248	18 403	1 711	60 917
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	148 535	15 292	46 059	18 448	228 334
Ottawa-Gatineau, partie ontarienne, Ontario/Québec	82 823	14 886	41 158	16 193	155 060
Ottawa-Gatineau, partie québécoise, Ontario/Québec	65 712	406	4 901	2 255	73 274
Québec, Québec	46 883	13 908	44 306	10 112	115 209
Regina, Saskatchewan	17 237	19 193	4 893	77	41 400
Saguenay, Québec	9 617	5 321	3 259	1 084	19 281
Saint John, Nouveau-Brunswick	6 672	1 013	4 493	800	12 978
Saskatoon, Saskatchewan	24 951	985	7 591	673	34 200
Sherbrooke, Québec	16 222	758	3 147	37 798	57 925
St. Catharines-Niagara, Ontario	18 572	2 065	4 930	4 160	29 727
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	21 576	884	4 043	51	26 554
Thunder Bay, Ontario	11 721	83	470	3 177	15 451
Toronto, Ontario	709 504	24 005	233 758	124 693	1 091 960
Trois-Rivières, Québec	15 667	5 317	8 670	0	29 654
Vancouver, Colombie-Britannique	339 586	5 653	308 525	14 813	668 577
Victoria, Colombie-Britannique	70 500	89	4 946	49 800	125 335
Windsor, Ontario	10 908	1 750	8 981	4 304	25 943
Winnipeg, Manitoba	40 287	1 709	12 624	501	55 121

Tableau 12

Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, cumulatif, janvier - octobre 2006

	Valeur de la construction				Total
	Résidentiel	Non-résidentiel			
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental	
milliers de dollars					
Abbotsford, Colombie-Britannique	134 324	33 858	36 293	103 251	307 726
Calgary, Alberta	2 545 734	130 912	1 365 349	501 420	4 543 415
Edmonton, Alberta	2 116 538	153 618	539 252	122 491	2 931 899
Greater Sudbury / Grand Sudbury, Ontario	90 390	23 534	31 097	54 067	199 088
Halifax, Nouvelle-Écosse	374 730	37 539	135 828	9 536	557 633
Hamilton, Ontario	516 626	40 337	132 649	93 938	783 550
Kingston, Ontario	108 499	14 040	45 656	33 389	201 584
Kitchener, Ontario	441 326	64 874	178 502	71 133	755 835
London, Ontario	517 794	27 019	133 262	80 011	758 086
Montréal, Québec	3 246 222	296 950	968 229	490 648	5 002 049
Oshawa, Ontario	509 976	104 936	98 217	27 997	741 126
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	1 065 349	38 329	452 496	297 088	1 853 262
Ottawa-Gatineau, partie ontarienne, Ontario/Québec	727 015	29 673	402 499	265 897	1 425 084
Ottawa-Gatineau, partie québécoise, Ontario/Québec	338 334	8 656	49 997	31 191	428 178
Québec, Québec	602 338	51 340	250 735	88 819	993 232
Regina, Saskatchewan	132 814	30 523	57 322	96 403	317 062
Saguenay, Québec	86 468	31 651	23 362	24 820	166 301
Saint John, Nouveau-Brunswick	84 376	19 502	25 154	21 801	150 833
Saskatoon, Saskatchewan	160 197	27 542	108 238	76 728	372 705
Sherbrooke, Québec	153 706	8 172	43 355	58 694	263 927
St. Catharines-Niagara, Ontario	261 155	46 887	77 122	64 441	449 605
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	191 964	7 114	59 869	14 199	273 146
Thunder Bay, Ontario	38 755	6 247	19 336	17 542	81 880
Toronto, Ontario	5 988 202	534 410	1 991 017	608 706	9 122 335
Trois-Rivières, Québec	112 678	33 098	48 832	16 318	210 926
Vancouver, Colombie-Britannique	3 364 528	130 744	1 380 372	436 511	5 312 155
Victoria, Colombie-Britannique	495 810	10 965	95 216	102 544	704 535
Windsor, Ontario	194 177	72 418	86 257	87 698	440 550
Winnipeg, Manitoba	430 054	54 393	152 089	105 335	741 871

Tableau 13
Valeur des permis non résidentiels selon le genre de bâtiment, provinces et territoires, octobre 2006

	Canada	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du- Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec	Ontario
milliers de dollars							
Non résidentiel, total	2 609 119	10 675	11 666	37 305	25 692	481 656	804 492
Industriel	369 179	1 246	549	7 552	4 135	111 696	135 187
Usines, fabriques	186 678	850	0	5 472	1 135	55 822	71 985
Transports, services	98 903	0	0	270	751	31 314	30 518
Mines et agriculture	20 518	0	250	396	900	9 094	5 828
Projets industriels mineurs, neuf et améliorations ¹	63 080	396	299	1 414	1 349	15 466	26 856
Commercial	1 686 285	9 331	1 380	28 615	16 953	261 718	434 595
Commerces et services	270 371	1 670	600	4 125	3 816	74 295	93 799
Entrepôts	196 285	750	0	4 698	4 780	27 768	67 503
Postes d'essence	21 220	0	0	0	0	11 129	3 310
Édifices à bureaux	523 653	1 850	0	8 332	1 068	51 351	98 440
Loisirs	294 436	0	0	1 923	984	32 843	64 610
Hôtels, restaurants	205 788	2 550	0	3 675	800	24 244	45 075
Laboratoires	2 736	0	0	0	0	500	0
Projets commerciaux mineurs, neuf et améliorations ¹	171 796	2 511	780	5 862	5 505	39 588	61 858
Institutionnel et gouvernemental	553 655	98	9 737	1 138	4 604	108 242	234 710
Écoles, éducation	246 723	0	9 107	0	250	15 494	150 538
Hôpitaux, médical	116 809	0	0	0	1 274	55 762	26 405
Bien-être, foyers	47 555	0	0	0	448	11 069	10 438
Églises, religion	17 319	0	600	640	910	1 682	4 067
Bureaux gouvernementaux	95 269	0	0	0	0	15 540	31 214
Projets institutionnels et gouvernementaux mineurs, neuf et améliorations ¹	29 980	98	30	498	1 722	8 695	12 048
	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie- Britannique	Territoire du Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut
milliers de dollars							
Non résidentiel, total	31 395	40 098	642 999	520 029	1 601	1 511	0
Industriel	2 903	20 783	62 176	22 740	162	50	0
Usines, fabriques	984	0	40 553	9 877	0	0	0
Transports, services	0	18 978	14 170	2 902	0	0	0
Mines et agriculture	0	0	250	3 800	0	0	0
Projets industriels mineurs, neuf et améliorations ¹	1 919	1 805	7 203	6 161	162	50	0
Commercial	21 878	15 830	498 459	395 783	282	1 461	0
Commerces et services	6 476	3 953	48 001	32 858	0	778	0
Entrepôts	2 480	6 186	42 885	39 235	0	0	0
Postes d'essence	0	717	5 764	300	0	0	0
Édifices à bureaux	5 159	640	277 367	79 446	0	0	0
Loisirs	1 700	0	99 156	93 220	0	0	0
Hôtels, restaurants	1 295	0	4 085	124 064	0	0	0
Laboratoires	0	300	1 300	636	0	0	0
Projets commerciaux mineurs, neuf et améliorations ¹	4 768	4 034	19 901	26 024	282	683	0
Institutionnel et gouvernemental	6 614	3 485	82 364	101 506	1 157	0	0
Écoles, éducation	3 151	0	8 789	59 394	0	0	0
Hôpitaux, médical	0	430	17 647	15 291	0	0	0
Bien-être, foyers	0	0	3 157	21 900	543	0	0
Églises, religion	0	2 300	5 580	1 540	0	0	0
Bureaux gouvernementaux	3 200	0	44 898	0	417	0	0
Projets institutionnels et gouvernementaux mineurs, neuf et améliorations ¹	263	755	2 293	3 381	197	0	0

1. Réfère aux projets dont la valeur est inférieure à \$250,000 pour lesquels la ventilation par genre de bâtiment n'est pas disponible.

Description - Enquête mensuelle sur les permis de bâtir

Les renseignements qui suivent devraient être utilisés pour s'assurer de bien comprendre les concepts fondamentaux sur lesquels s'appuie la définition des données présentées ici, les méthodes qui sous-tendent l'enquête et les principaux aspects de la qualité des données. Ces renseignements vous aideront à mieux comprendre les points forts et les limites des données et la façon de bien les utiliser et les analyser. Ils pourraient être particulièrement importants lors de la comparaison des données à celles provenant d'autres enquêtes ou d'autres sources, ainsi que lors de leur analyse afin de tirer des conclusions quant à leur évolution au fil du temps.

Sources de données et méthodologie

L'enquête mensuelle sur les permis de bâtir menée auprès des municipalités canadiennes vise à recueillir des informations sur les intentions de construction. Les résultats de cette enquête servent d'une part de base de référence à la S.C.H.L. (Société canadienne d'hypothèques et du logement) dont l'un des mandats est d'effectuer le relevé mensuel du nombre de logements mis en chantier et parachevés. D'autre part, la statistique sur les permis de bâtir constitue un élément essentiel dans le calcul des dépenses d'immobilisation. De plus l'émission du permis de bâtir étant l'une des premières étapes du processus de construction, cette statistique est grandement utilisée comme indicateur avancé de cette activité.

Méthodologie générale : L'enquête sur les permis de bâtir couvre 2 380 municipalités en provenance de toutes les provinces et territoires et regroupant 95% de la population canadienne. Elles ne font pas l'objet d'un échantillon prédéterminé et la participation à cette enquête est obligatoire. Les collectivités représentant les autres 5% de la population sont très petites et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total. En pratique, toutes les agglomérations urbaines y sont représentées ainsi qu'un bon pourcentage des municipalités rurales. Sauf exception, l'enquête couvre au minimum les municipalités déjà incluses dans l'enquête « Logements mis en chantier et parachevés ». Sur une base régulière les municipalités non-répondantes et émettant des permis sont incitées à répondre à l'enquête. De ce fait, le nombre de municipalités couvertes s'accroît continuellement.

L'enquête est généralement menée par la poste bien que certaines municipalités puissent choisir de répondre par téléphone. L'agent municipal responsable de l'émission des permis remplit mensuellement un formulaire sur lequel chacun des projets de construction d'envergure doit être décrit.

Après avoir rempli leur rapport, les municipalités en acheminent une copie au bureau centrale de Statistique Canada et l'autre au bureau local de la Société canadienne d'hypothèques et du logement (S.C.H.L.). Afin de réduire leur fardeau, de plus en plus de répondants produisent un rapport informatisé. Seules les municipalités retardataires, incluses dans l'enquête de la S.C.H.L. ci-haut mentionnée, font l'objet d'un suivi téléphonique.

À leur réception au bureau central de Statistique Canada, les rapports sont vérifiés, codés et saisis.

Des procédures de contrôle qualitatif rigoureuses sont utilisées afin de s'assurer que la collecte, la codification ainsi que le traitement des données sont effectués avec le plus de précision possible. Des vérifications sont également exercées sur les totalisations et l'ordre de grandeur des données. Chaque rapport qui ne répond pas aux critères de qualité retenus fait l'objet d'une vérification et est corrigé au besoin.

Il faut procéder à des imputations pour chaque caractéristique pour laquelle aucune déclaration n'a été reçue. On les calcule automatiquement, sous réserve de certaines contraintes, en appliquant aux valeurs utilisées précédemment, les variations mensuelles et annuelles des valeurs semblables des municipalités répondantes; et le patron historiques des municipalités manquantes. Aucune estimation n'est faite pour le manque de couverture, la clandestinité ou la sous-évaluation des permis émis. Pour cette raison, l'erreur d'échantillonnage ne peut être calculée.

Les statistiques mensuelles ne font pas l'objet de correction pour les permis annulés ou périmés. D'après les agents municipaux, le volume d'annulation ou d'inutilisation est inférieur à 5%.

Période de référence : La période de référence aux fins de la collecte de données est le mois civil. Les rapports des municipalités qui font parties d'une région métropolitaine de recensement ou d'une agglomération de recensement doivent nous parvenir dans les 20 jours suivant le mois visé. Les autres municipalités ont 30 jours pour produire leur rapport. Les résultats sont diffusés entre 35 et 40 jours après la fin du mois de référence. Les données annuelles finales pour l'année civile antérieure sont diffusées en même temps que les données pour le mois de janvier de l'enquête.

Révisions : Les révisions pouvant affecter les résultats de l'enquête sur les permis de bâtir sont de deux natures:

Révisions dues à la correction d'erreurs de codage

Mensuellement, seules les données du mois précédent la période de référence peuvent être affectées par de telles révisions.

Révisions dues à l'addition de rapports tardifs

Les rapports tardifs se rapportant au mois précédent la période de référence sont incorporés aux résultats de l'enquête sur une base courante. Cependant, les rapports reçus après la limite de deux mois suivant le mois de référence ne sont introduits qu'à la fin de l'année. Par conséquent, les données des douze derniers mois sont sujets à révision.

Désaisonnalisation : Le cycle météorologique normal entraîne des fluctuations prévisibles des données. Les séries de données diffusées englobent à la fois des données désaisonnalisées (donc excluant les influences annuelles prévisibles) et des données non désaisonnalisées. Les données désaisonnalisées portant sur le total des unités et la valeur agrégée des permis de bâtir sont obtenues indirectement, c'est-à-dire par l'addition de leurs composantes désaisonnalisées. On obtient les unités totales de logement par l'agrégation des données désaisonnalisées de type unifamilial et multiple; la valeur totale des permis résulte pour sa part de la somme des éléments suivants: unifamiliale, multiple, industriel, commercial et institutionnel. Certaines séries ne présentent aucune saisonnalité apparente. Ainsi, les valeurs non-désaisonnalisées de ces séries ont été utilisées et agrégées aux valeurs désaisonnalisées des autres séries. À la fin de l'année, les séries chronologiques désaisonnalisées sont révisées afin de tenir compte des plus récentes fluctuations saisonnières. Habituellement, seules les trois années de fin de série sont affectées par ce processus de révision. Les données révisées sont introduites à la banque de données CANSIM.

Concepts et variables observées

Les données statistiques présentées dans le produit décrit ici ont trait au nombre d'unités de logement autorisées et à la **valeur des permis de bâtir**. La valeur des permis rapportés comprend les dépenses suivantes : matériaux, main d'oeuvre, profits et frais généraux. Le coût du terrain n'est jamais inclus dans la valeur estimative du permis tandis que les frais d'acquisition (actes notariés, frais d'arpentage, intérêts encourus) peuvent à l'occasion y être intégrés.

La classification utilisée dans la présente publication porte strictement sur les bâtiments pour lesquels un permis de bâtir a été émis. Généralement les permis émis correspondent aux travaux suivants : construction de nouveaux bâtiments, transformation de logement, ajout structurel, rénovation, etc. Les travaux de réparation (peinture, réfection de plancher, de toiture, etc.) pour lesquels aucun permis n'est requis et les travaux de génie (tels les barrages, les routes, les oléoducs, etc.), qui par définition ne sont pas des bâtiments, ne sont pas compris dans la présente statistique. Des estimations de ces travaux sont toutefois disponibles en consultant Cansim aux tableaux 029-0039 à 029-0040 pour les « Dépenses en immobilisations par type d'actif » et aux tableaux 029-0005 à 029-0024 et 032-0001 à 032-0002 pour l'« investissements privés et publics » (no 61-205-X au catalogue).

La description fournie par les municipalités concernant le type de bâtiment (case #6 de la Section A du formulaire) ainsi que le type de travail à effectuer (case #7 de la Section A du formulaire) constitue le fondement de la classification. La classification des bâtiments en groupes ou sous-groupes principaux se fonde sur les éléments suivants : la destination prévue, dans le cas des immeubles nouveaux; l'utilisation réelle ou prévue des bâtiments auxquels des améliorations sont effectués; affiliation de l'immeuble où la construction envisagée a pour objet d'assurer des commodités accessoires; la principale utilisation de l'ensemble lorsque la construction projetée est destinée à plus d'une fin, toutefois lorsque le bâtiment abrite des logements, on procède à la répartition de la valeur des travaux entre l'usage résidentiel et non résidentiel.

Catégories de bâtiments

Dans cette publication la **valeur des permis émis** soit pour l'érection de nouveaux édifices ou pour l'exécution de travaux d'amélioration sont regroupés d'après les genres de bâtiments suivants : résidentiel, industriel, commercial, institutionnel et gouvernemental.

Construction résidentielle . Comprend tout bâtiment destiné à l'occupation privé soit sur une base permanente ou non. Les logements sont regroupés sous les types suivants : les logements unifamiliaux, mobiles, chalets, semi-détachés, en rangée ainsi que les appartements.

Construction industrielle . Englobe tout bâtiment destiné à la fabrication ou à la transformation de produits; au transport, aux communications et autres services d'utilité publique, à l'agriculture, à la sylviculture ainsi qu'à l'exploitation minière.

Construction commerciale . Il s'agit de tout bâtiment destiné à abriter des activités se rattachant au secteur tertiaire. Par exemple : les magasins, entrepôts, garages, immeubles à bureaux, théâtres, hôtels, salons funéraires, salons de beauté.

Construction institutionnelle et gouvernementale . Comprend les dépenses faites par les collectivités, les corps publics et les gouvernements pour la construction d'immeubles ou bâtiments; par exemple, écoles, universités, hôpitaux, cliniques, églises, foyers de vieillards.

Le **nombre d'unités de logements** correspond au nombre de logements indépendants créés. Il ne faut pas confondre avec le nombre de structures. Par exemple, dans le cas d'un édifice à appartements comptant six logements, on fera référence à six unités de logement. Dans le cas de transformation de bâtiments en unités de logement additionnelles, on tient compte du nombre de nouvelles unités créées. Dans cette publication, les unités de logements sont regroupées de la façon suivante:

Maison unifamiliale . Ce genre de logement est communément appelé « **maison simple** ». Il comprend les logements individuels complètement isolés de tout côté, y compris les maisons individuelles liées à un autre logement uniquement sous le sol. Sont inclus les unifamiliales à deux étages, les bungalows, les maisons à paliers multiples, qu'ils soient construits de façon conventionnelle ou préfabriquée.

Maison mobile . Maison conçue et construite pour être transportée sur son propre châssis et qu'on peut déplacer sans grand délai.

Chalet . Logement qui ne peut être habité à l'année ou en permanence puisque les installations nécessaires au confort sont insuffisantes.

Maison double ou semi-détachée . Correspond à toute maison d'habitation où chacun des deux logements sont côte à côte réunis soit par un mur commun ou un garage, mais non attenants à une autre construction et entourés d'espaces libres.

Maison en rangée . Il s'agit d'une rangée d'au moins trois logements réunis côte à côte sans autre logement au-dessus ou au-dessous.

Maison d'appartements . Cette catégorie inclut les logements compris dans une variété de bâtiments tels que : les duplex, les duplex jumelés, les triplex, les duplex en rangée, les appartements proprement dit et les logements adjacents à tout édifice non domiciliaire.

Transformation . Il s'agit du nombre de logements ajoutés par suite de la transformation d'un bâtiment déjà existant.

Classification géographique

Les entités géographiques sont classifiées selon la Classification Géographique Type (CGT) en usage à Statistique Canada. Un code (CGT) de douze chiffres a été attribué à chaque entité rapportante afin de pouvoir les classer selon les niveaux géographiques suivants:

Province et territoire (Pr) : On compte dix provinces et trois territoires.

Région économique (RE) : Il s'agit des régions infra-provinciales de Statistique Canada établies par la Division des normes. On en compte soixante-seize.

Division de recensement (DR) : L'expression division de recensement signifie un regroupement de subdivision de recensement établie par une loi provinciale. On en dénombre deux cent quatre-vingt-un (des données sous un tel regroupement géographique sont disponibles sur demande).

Région métropolitaine de recensement (RMR) : Leur délimitation correspond à la définition du recensement de 2001. Le terme (RMR) désigne la principale zone du marché du travail d'une région urbaine (noyau urbanisé) comptant 100,000 habitants ou plus, d'après les chiffres de population du recensement. Les vingt-sept (RMR) figurent dans cette publication. Toutefois, bien que le recensement de 2001 définisse Ottawa-Hull comme une seule (RMR), elle est présentée ici en deux entités distinctes étant donné qu'elles sont situées dans des provinces différentes.

Agglomération de recensement (AR) : Elle correspond aux zones de marchés de travail moins vastes des noyaux urbanisés comptant 10,000 habitants ou plus, tel que défini au recensement de 2001. On compte cent dix-huit (AR) au Canada. Lorsqu'une (AR) chevauche deux provinces elle est présentée partiellement dans chacune de celles-ci. L'agglomération de Lloydminster fait toutefois exception à cette règle, paraissant en totalité en Alberta.

Autres municipalités de 10,000 de population et plus : Il s'agit de municipalités ne faisant pas partie d'agglomérations de recensement dont la taille est d'environ 10,000 habitants. On distingue ces municipalités afin de rendre possible la comparaison entre l'enquête sur les permis de bâtir et celle sur les mises en chantier qui utilise ce concept.

Partie rurale : Sont regroupés sous cette rubrique toutes les entités géographiques ne faisant pas partie d'un (RMR) ou d'une (AR) et n'étant pas identifié par la Société canadienne d'hypothèques et de logement comme un centre urbain.

Subdivision de recensement (SDR) : L'expression subdivision de recensement se rattache aux municipalités, aux réserves indiennes, aux établissements et aux territoires non organisés. Toutefois étant donné que les établissements et les réserves indiennes n'émettent pas de permis de bâtir, elles ne sont pas comprises dans cette publication.

Unité géographique non-standard : Les unités géographiques qui apparaissent dans cette publication ne correspondent pas toutes à la définition de subdivision de recensement tel que définit ci-haut. Certaines administrations provinciales ou municipales étant dans l'impossibilité de produire des rapports mensuels conformes aux entités géographiques officielles, nous les publions selon l'entité géographique utilisée par ces administrations. Ces unités géographiques dites non-standard ne sont cependant pas très nombreuses et sont surtout concentrées dans les provinces maritimes.

Révisions territoriales

Les limites territoriales ont été établies conformément aux définitions du recensement de 2001. Durant les périodes intercensitaires les changements de limites, de statuts et de noms des (SDR) sont introduits dans cette publication sur une base annuelle. Les changements affectant les autres unités géographiques (RMR, AR, DR, RE) sont pour leurs parts incorporés sur base quinquennale dix huit mois après la tenue du recensement.

Exactitude des données

Les données sur les permis de bâtir étant extraites de documents administratifs municipaux, deux types d'erreurs de réponse sont possibles : les erreurs imputables au demandeur de permis et les erreurs de transcription faites par la municipalité répondante. L'expérience prouve que les erreurs de transcription sont peu fréquentes. De plus, du fait qu'un nombre croissant de municipalités produisent des rapports automatisés la fréquence de ce type d'erreur tend à diminuer. Toutefois, les erreurs provenant d'une déclaration sous-estimant le coût du projet de construction sont toujours probables. Le mode de tarification des permis qui, dans la plupart des cas, est établi en fonction de la valeur de construction mène indubitablement à une sous-évaluation de la valeur des projets.

Les autres sources d'erreurs sont les erreurs de traitement et les erreurs de non-réponse. En 2005, plus de 99% des municipalités couvertes par l'enquête ont fait parvenir leurs rapports mensuels sur les permis de bâtir.

Comparabilité des données et sources connexes

Toute comparaison de données doit être faite avec réserve étant donné que les modalités d'émission de permis ainsi que les méthodes d'estimation des valeurs peuvent différer d'une municipalité à l'autre. De plus, puisque le nombre de municipalités participant à l'enquête s'accroît constamment, on doit tenir compte de ce fait lors de comparaisons touchant des périodes différentes.

La présente publication ne renferme qu'une partie des données produites sur les permis de bâtir. On peut cependant en s'adressant à la section des Indicateurs courants de l'investissement ((613) 951-4646 ou 1-800-579-8533) commander soit des tableaux non-publiés ou soumettre des requêtes spéciales. Les séries présentées ici sont aussi disponibles sur CANSIM : Tableaux 026-0001 à 26-0008, 026-0010, 026-0015.

Appendice I

Abréviations géographiques

A.R.	Agglomération de recensement
BOR	Borough
C	City
C.A.	Census Agglomeration
CC	Chartered Community
CDR	Census Division Remainder
CM	County (Municipality)
C.M.A.	Census Metropolitan Area
COM	Community
CR	County Remainder
CT	Canton
CU	Cantons-Unis
DM	District (Municipality)
HAM	Hamlet
ID	Improvement District
IGD	Indian Government District
LGD	Local Government District
LOT	Lot and Royalty
M	Municipalité
MD	Municipal District
NH	Northern Hamlet
NT	Northern Town
NV	Northern Village
N.W.T.	NorthWest Territories
P	Paroisse
PAR	Parish
PD	Planning District
PDR	Planning District Remainder
RCR	Rural County Remainder
RGM	Regional Municipality
R.M.R.	Région métropolitaine de recensement
RDR	Regional District Remainder
RM	Rural Municipality
RV	Resort Village
SA	Special Area
S-E	Indian Settlement/Établissement indien
SCM	Subdivision of County Municipality
SD	Sans désignation
SET	Settlement
SM	Specialize Municipality
SRD	Subdivision of Regional District
SUN	Subdivision of Unorganized District
SV	Summer Village

T	Town
T.N.O.	Territoires du Nord-Ouest
TP	Township
UCR	Urban County Remainder
UNO	Unorganized/Non organisé
V	Ville
VC	Village Cri
VL	Village
VN	Village Nordique